



HAL
open science

Ecological Transition in the Countryside: Small Interconnected Worlds

Antoine Brès, Béatrice Mariolle

► **To cite this version:**

Antoine Brès, Béatrice Mariolle. Ecological Transition in the Countryside: Small Interconnected Worlds. *Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère*, 2023, 17, 10.4000/craup.12414 . hal-04320958

HAL Id: hal-04320958

<https://hal.science/hal-04320958>

Submitted on 4 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Transition écologique en campagnes : de petits mondes interconnectés

Ecological Transition in the Countryside: Small Interconnected Worlds

Antoine Brès et Béatrice Mariolle



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/12414>

DOI : [10.4000/craup.12414](https://doi.org/10.4000/craup.12414)

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Antoine Brès et Béatrice Mariolle, « Transition écologique en campagnes : de petits mondes interconnectés », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 17 | 2023, mis en ligne le 17 avril 2023, consulté le 10 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/craup/12414> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.12414>

Ce document a été généré automatiquement le 10 mai 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Transition écologique en campagnes : de petits mondes interconnectés

Ecological Transition in the Countryside: Small Interconnected Worlds

Antoine Brès et Béatrice Mariolle

- 1 En milieu rural, les initiatives citoyennes engagées dans la transition écologique¹ se révèlent particulièrement nombreuses au regard des faibles densités de population. Relativement invisibilisées à l'échelle nationale, leur observation méticuleuse ouvre des perspectives de transformation spatiale des campagnes. Cet article s'appuie sur une recherche exploratoire² qui a consisté à aller à la rencontre de ces initiatives afin de saisir, à l'échelle micro, « où » et « comment » elles se déploient. Nos enquêtes de terrain montrent ainsi que la force de ces petits mondes réside dans leur interconnexion qui, faite d'interconnaissances professionnelles et personnelles, se trouve renforcée par les multiples dimensions de la proximité.
- 2 De nombreux travaux se sont déjà intéressés au rôle que les initiatives citoyennes locales jouent dans le renouvellement de nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble et de répondre aux grands enjeux environnementaux. Que ce soit au moyen d'une approche biorégionale, comme celle de l'historien et essayiste Kirkpatrick Sale³ et de l'architecte-urbaniste Alberto Magnaghi⁴, ou d'un point de vue paysager (par l'analyse des dispositifs liés aux énergies renouvelables, à la gestion de l'eau, à l'évolution des paysages et à l'économie circulaire), d'une entrée architecturale (focalisée sur les matériaux biosourcés ou les architectures vernaculaires)⁵, ou encore d'une démarche permaculturelle telle que promue par ses fondateurs⁶ et réactualisée ces dernières années⁷, ces travaux ont montré comment des solutions concrètes s'ancrent dans un territoire local et tiraient parti des solidarités et coopérations déployées à la fois en réseaux et dans la proximité.
- 3 Notre recherche s'inscrit dans cette lignée et propose d'y contribuer en approfondissant un certain nombre de points. Notre parti-pris a tout d'abord consisté à rendre compte des multiples domaines de la transition écologique (alimentation, social,

habitat et énergie, économie), dans lesquelles ces initiatives sont impliquées, au sein même de leur activité ou en interaction entre elles. Cette approche transversale vient en particulier mettre à mal la sectorisation des politiques publiques ciblées sur des filières spécifiques. Il s'agissait ensuite de donner à voir les réseaux qui se dessinent à partir des liens que ces activités entretiennent entre elles, à l'échelle locale, mais également régionale, nationale et internationale, et de déborder ainsi la supposée « relation de réciprocité entre localisme et durabilité⁸ ». Enfin, nous nous sommes intéressés à une mise en système des activités dans leur propre contexte spatial, en fonction des différentes catégories d'établissements humains qui composent les campagnes (village, hameau, petite ville). Cette perspective ouvre un champ tout à fait stimulant pour le projet architectural, paysager et urbain, qui conduit notamment à interroger les programmes nationaux fondés sur une approche hiérarchisée et descendante (métropole, ville moyenne, petite ville), ou sur un concept (centre-bourg).

Le déploiement spatial des initiatives citoyennes engagées dans la transition écologique

- 4 Observer et représenter les espaces ruraux et périurbains nécessite d'effectuer un « changement de focale⁹ » pour révéler la matière vive mais néanmoins dispersée des mobilisations citoyennes. Notre travail a tout d'abord consisté à recenser les initiatives à partir de bases de données nationales (principalement Transiscope¹⁰) au sein de 14 « fenêtres régionales » de 50 kilomètres par 50 kilomètres, composées d'échantillons d'espaces ruraux et périurbains français n'incluant aucune ville de plus de 20 000 habitants. Nous nous sommes par la suite focalisés sur trois fenêtres particulièrement représentatives en termes d'activités écologiques portées par des initiatives citoyennes : en Pays-de-Loire autour de Chateaubriant et Nozay, dans le département de Loire-Atlantique, en Bourgogne autour de Tournus et Cluny, dans le département de Saône-et-Loire, et en Occitanie autour de Ganges et Le Vigan, dans les départements de l'Hérault et du Gard. C'est grâce à ces études de terrain, assorties d'une quarantaine d'entretiens menés durant l'été 2020 avec les acteurs directement impliqués dans les activités sélectionnées (fig 1), qu'ont pu être saisies spatialement et dans le détail la nature et la distribution précises de ces activités, ainsi que les relations qu'elles entretiennent entre elles. C'est également par ce biais que les périmètres de déploiement des activités ont pu être observés et que les liens de proximité tissés entre elles à différentes échelles (communale, métropolitaine, régionale, nationale ou internationale) ont été donnés à voir. Cette approche « par le bas » a ainsi permis de palier la relative invisibilité de ces initiatives, en raison à la fois de leur faible impact économique (elles ont en majorité un caractère artisanal) et de leur dispersion inhérente au caractère rural des fenêtres régionales étudiées. Par exemple, dans la fenêtre Pays-de-Loire, la dissémination des activités coïncide avec celle de la population, répartie entre de nombreux bourgs, villages et hameaux. Les entretiens ont aussi porté sur le sens que les acteurs donnent au local et sur la manière dont leur activité contribue à le construire socialement, ainsi que sur leur rapport aux collectivités de différents niveaux (commune, intercommunalité, département, région, État, Union européenne), et sur le rôle que jouent ou non ces dernières dans la création et/ou le développement des activités étudiées.

Figure 1 : Tableau synthétique du corpus d'enquêtes : activités et structures engagées dans la transition écologique dans les trois « fenêtres régionales » sélectionnées

PAYS DE LOIRE - BRETAGNE	
Agriculture / Alimentation / Approvisionnement	
1	Les agriés du boccal
2	La ferme du bois du parc
3	AMAP de la mer
4	Maz'Arctins
5	Eproctric associative
6	Ferme des miroires
7	Formas solidaires
8	GAB 44
Sociabilités / Apprentissage / Culture	
9	ACIAP
10	Lot strada
11	Bulles de zinc
12	Trospoux
13	CIVAM 44
Habitat / Mobilité / Energie	
14	Vélo velo
15	CC de Nozay
Economie locale / Sociale / Circulaire	
16	Emmas
17	Cigale de la mer
BOURGOGNE - FRANCHE COMTE	
Agriculture / Alimentation / Approvisionnement	
18	Lepain sur la table
19	Le moulin des essarts
20	AMAP de Blazet
21	Allent Vert
22	Les secteurs du possible
Sociabilités / Apprentissage / Culture	
23	Eresse transition
24	Terroirs Vivants
25	L'ombrolog
26	Radio Eresse
Habitat / Mobilité / Energie	
27	Bionabat
28	Centrales Villageoises Soliel Sud Bourgogne
Economie locale / Sociale / Circulaire	
29	SEL Châtillon
30	Economie Solidaire Partage
31	Du lûc pour demain
OCCTANE - LANGUEDOC ROUSSILLON	
Agriculture / Alimentation / Approvisionnement	
32	Fruits oubliés en Cévennes
Sociabilités / Apprentissage / Culture	
33	Outils Ressour
Habitat / Mobilité / Energie	
34	Les survolées
35	L'argue
36	La mine
37	Cassice
Economie locale / Sociale / Circulaire	
38	Aïga
39	Révolutions
40	Textestructures

AUSser – Béatrice Mariolle et Antoine Brès, 2021

Transversalité entre les multiples domaines de la transition écologique

- 5 De ce travail de terrain ressort tout d'abord le fait qu'à l'origine des initiatives se trouve la volonté de « commencer par un bout » pour ensuite développer d'autres activités de proche en proche. L'alimentation représente le plus souvent le point de départ d'un engagement local, avec l'objectif d'assurer un approvisionnement alimentaire de qualité, généralement labellisé bio¹¹). Cette prégnance des activités liées au domaine de l'agriculture et de l'alimentation est tout à fait manifeste dans la majorité des terrains (46 % de ces activités). Il faut ensuite relever la part relativement conséquente des activités œuvrant au lien social (presque 30 %). Le caractère innovant de ces activités se situe toutefois davantage dans leur capacité à développer des actions transversales. C'est ce que montre par exemple le Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural de Loire-Atlantique (CIVAM 44)¹² : au-delà de l'agriculture, ses activités portent aussi sur l'habitat et l'énergie, à travers l'animation d'un espace Info-Énergie, et sur la production de chanvre destiné à la construction ; de même, la mobilité des agriculteurs y est également envisagée comme axe de travail. L'association Aïga (38) est quant à elle à l'origine de la création d'une monnaie locale cévenole : sa réflexion sur « ce dont on a besoin pour survivre », qui met l'alimentation au premier plan, s'accompagne à présent d'activités qui s'étendent au logement ou aux vêtements. Au Vigan, la Ressourcerie du Pont est un lieu dédié au réemploi, à l'artisanat, à l'art, à la solidarité, à la sensibilisation à l'environnement, et plus largement à l'éducation populaire. Agréée Point d'appui au numérique

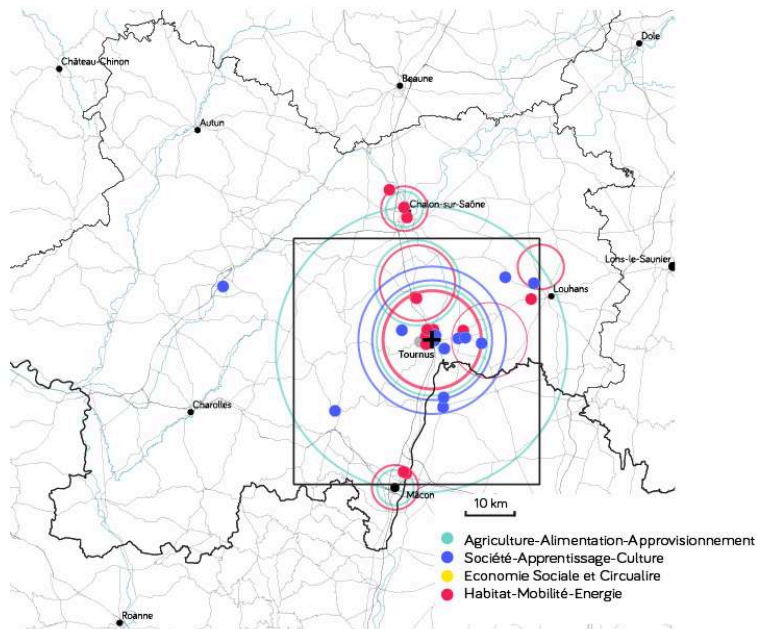
associatif (PANA), elle fait partie d'un projet plus large, R d'Évolution (39), qui se présente comme « un écosystème de lieux et de personnes au service d'une écologie solidaire » et dont les animateurs souhaitent « devenir une force de proposition et un référent de la transition énergétique locale ». Cette même logique de diversification a conduit à la création de deux autres structures : l'association Déchet Organique Ressource Énergie (DORÉ) et la coopérative citoyenne de production d'énergie renouvelable Énerg'Éthik. Le développement des activités de proche en proche dans des domaines connexes (ou non) confirme ainsi une très forte transversalité, qui est pour nos interlocuteurs inhérente aux enjeux écologiques, et à laquelle répond un engagement à caractère global en faveur de la transition écologique.

Le local comme échelle pertinente d'action

- 6 Les notions de proximité et de local, employées de manière parfois indistincte par les acteurs interrogés, apparaissent à leurs yeux tout à fait centrales pour définir le périmètre de déploiement de leurs activités. « Travailler local » répond pour eux tout à la fois à une échelle d'action, à des principes de responsabilité et à une vision économique et territoriale. Le local, c'est « là où on peut faire bouger les choses » et la campagne représente un espace d'initiative, loin de l'image statique qui lui est généralement attachée. Comme le souligne notre interlocuteur de l'association Bresse-Transition (23), qui cherche à fédérer les initiatives locales : « Dans une réflexion aujourd'hui mondiale, mondialisée, sur la mondialisation, on peut se rendre compte que le local est une réponse, une échelle où l'on peut agir. »
- 7 Quelles que soient les thématiques auxquelles appartiennent les activités enquêtées, les différents périmètres de leur déploiement présentent de fortes convergences. Un premier périmètre peut être formalisé par un cercle de 15 à 25 kilomètres de rayon correspondant à un trajet inférieur à 20 minutes en voiture, de l'amont à l'aval de l'activité, pour les producteurs comme pour les consommateurs. Le schéma donné en exemple (fig. 2) concerne l'association Économie Solidarité Partage (30), dont les activités regroupent principalement une ressourcerie, une épicerie sociale et solidaire et un chantier d'insertion par le maraîchage. Basées à Tournus, en Saône-et-Loire, ces activités se déploient dans un périmètre à cheval sur ce département et celui de l'Ain. Dans le cas de l'association Du blé pour demain (31), une cagnotte solidaire qui aide à l'implantation de paysans-boulangers, chaque projet est l'occasion pour ses bénévoles de s'interroger sur les limites géographiques de leurs actions : « Si c'est trop loin, il n'y a plus cette notion de rapport au territoire, au local, aux connivences, parce qu'on fait partie du même territoire et que tout ça se recoupe. » Refusant ainsi les sollicitations lointaines qu'ils reçoivent parfois, ils essaient de mobiliser des personnes diverses, mais situées dans ce périmètre de 15 kilomètres. Un second périmètre de 30 à 50 kilomètres de rayon correspond à l'aire de chalandise, mais également à celle de recrutement des salariés et bénévoles.
- 8 Au-delà de ce périmètre géographique ou d'un certain volume d'activité, il convient, selon plusieurs de nos interlocuteurs (34, 37, 40), de créer une nouvelle activité, de passer le relais à l'acteur voisin ou d'« essaimer ». Cette limitation géographique assumée ou revendiquée d'une activité introduit un fonctionnement en archipel. Il peut s'agir d'identifier des limites entre activités similaires déjà structurées comme dans le cas du système d'échange local (SEL) de Cluny qui, sollicité par des familles vivant à

plus de 50 kilomètres, les renvoie au SEL le plus proche de leur lieu d'habitat. L'objectif n'est donc plus de développer l'activité mais de l'« archipéliser » selon le créateur d'Outils-Réseaux (33).

Figure 2. Périmètres de déploiement des activités d'Économie Solidarité Partage (ESP) (30) dans la fenêtre régionale de Bourgogne



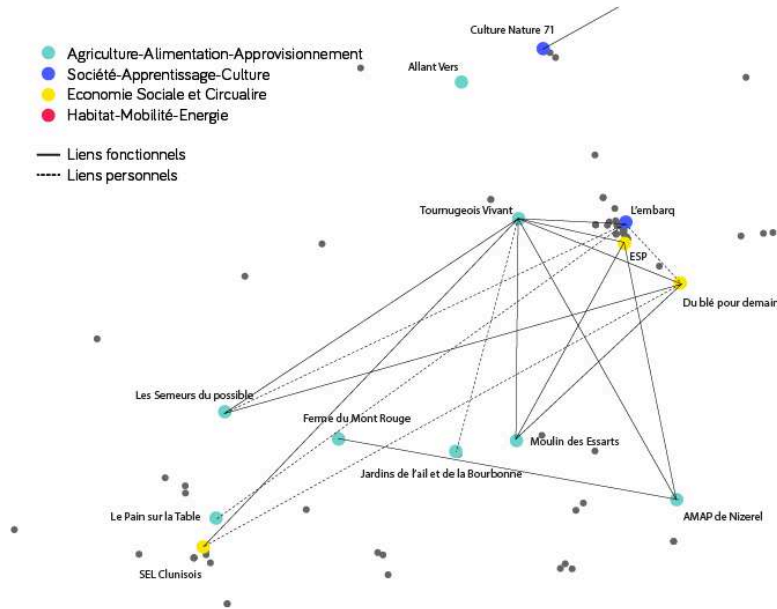
AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021.

Les réseaux déployés du local

- 9 L'important travail de représentation cartographique que nous avons réalisé donne à voir les liens de proximité que chacune de ces activités tisse localement et à différentes échelles. Le périmètre de déploiement de ces activités, complété par les liens qu'elles entretiennent entre elles au sein d'une même fenêtre territoriale, permet de révéler un maillage qu'elles contribuent ensemble à créer et qui les constitue en système. En ce sens, la représentation cartographique des périmètres prend en compte différents types d'acteurs : ceux qui, « en amont », participent directement au fonctionnement de chaque activité (par exemple : producteurs, salariés, bénévoles, contributeurs) ; ceux qui, « en aval », en sont destinataires (par exemple : clientèle d'une AMAP ou bénéficiaires d'un service d'entraide) ; les partenaires ou prestataires enfin, qui contribuent indirectement à son fonctionnement (organisme fédérateur ou professionnel, financeur). Par effets de croisement apparaissent des réseaux locaux au sein d'une même fenêtre et au-delà, à l'échelle régionale et nationale. Cette démarche offre l'opportunité d'interroger les formes de représentation spatiale des campagnes. Malgré le nombre limité d'activités prises en compte dans le cadre de nos enquêtes de terrain, l'analyse de leur mode de déploiement montre bien que les acteurs de la transition écologique mobilisent, au-delà des liens fonctionnels strictement liés à leur

activité, une grande diversité de liens relationnels (fig. 3), tels que réseaux militants, familiaux, voire même sportifs pour certains.

Figure 3 : Schéma des relations entre activités de la transition écologique enquêtées dans la fenêtre régionale de Bourgogne



AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021

- 10 Pour les personnes impliquées dans diverses associations ou mouvements à finalité écologique ou environnementale, il s'agit bien à chaque fois de construire de l'interdépendance, de l'interconnexion, en même temps que de la résilience. Défendre l'inscription locale d'une activité ne la restreint pas à un espace donné mais se trouve combiné avec l'appartenance à un ou plusieurs réseaux. Chaque activité contribue ainsi à une dynamique à la fois située et ouverte, dans laquelle l'espace dit de « proximité » se trouve connecté à toutes les échelles. Ces réseaux se sont ainsi souvent constitués dans une logique ascendante, par agrégation progressive d'actions menées localement jusqu'à devenir nationaux. C'est le cas de la Fédération nationale des ressourceries, qui réunit depuis 2000 plus de 150 acteurs de terrain.
- 11 À la fois serré et largement déployé, ce « maillage enchevêtré d'affiliations associatives croisées¹³ », identifié par Geneviève Pruvost, sociologue des modes de vie écologiques, offre une vision complètement renouvelée du local dans la mesure où il est observé au prisme de la transition écologique. En ce sens, les résultats de notre recherche rejoignent ce qui caractérise, selon Marc Mormont, sociologue des mondes ruraux et de l'environnement, la dernière phase de l'évolution de l'agriculture de la seconde moitié du XX^e siècle : « l'émergence de territoires multiscalaires liée à la généralisation des enjeux écologiques et au développement de nouveaux concepts¹⁴ ». Il observe ainsi que le territoire local n'est plus défini par une position dans une hiérarchie, ce qui permettait de parler d'enjeux locaux par rapport à des enjeux de niveau supérieur ; c'est un espace singulier et situé à l'intersection de différentes lignes de force et d'énonciation¹⁵.

- 12 Comme nous avons pu l'observer et comme le confirme de son côté Michaël Pouzenc, géographe, à propos des *Community Supported Agriculture*, ce déploiement réticulaire peut avoir une portée internationale et l'activité locale est très régulièrement reliée à des préoccupations sociales et environnementales planétaires : « On se sent citoyen du monde en partageant l'idée qu'une voie efficace consiste à agir localement et à œuvrer au maximum pour la relocalisation de l'économie¹⁶. » De son point de vue, cet accent mis sur le local ne se réduit pas à une forme quelconque de localisme, de confinement dans un espace restreint : « Les réflexions sur les circuits courts s'appuient largement sur le partage d'expériences à l'échelle internationale. »

Une mise en système des activités dans leur propre contexte spatial

- 13 La principale condition de déploiement des activités enquêtées est la disposition de locaux dans des conditions financières favorables au moment de leur lancement, comme le soulignent la plupart des acteurs rencontrés. Cela se traduit essentiellement par l'occupation d'un bâti existant désaffecté : friche industrielle ou artisanale à la suite de la cessation plus ou moins récente d'une activité, équipement public inoccupé en raison, par exemple, d'une fermeture de classes ou du départ d'un service administratif, local commercial abandonné faute de repreneur... Certains acteurs se tournent vers le maire de la commune où ils souhaitent développer leur initiative. Ainsi, à Louhans, en Saône-et-Loire, la question d'une localisation à moindre coût, alors que le maire de l'époque disposait de locaux très vastes et désaffectés, s'est initialement posée à notre interlocuteur de Radio-Bresse (26). Quelques élus voient ainsi l'arrivée de ces activités comme une opportunité de faire revivre un lieu et aident à leur installation, comme à Tournus avec l'accueil d'Économie Solidarité Partage » (30). Autre exemple, un local municipal fermé après le départ d'un commerce est mis à disposition d'une activité par la commune de Chapaize, en Bourgogne, pour « relancer quelque chose et soutenir la production locale » (19). Certaines collectivités vont jusqu'à faire construire des locaux pour aider au lancement d'une activité. Ainsi, après avoir développé une boulangerie et un restaurant sur la commune de Cluny, Le Pain sur la table (18), qui associe déjà les activités de restauration-traiteur et de fabrication et vente de pain, a obtenu de la communauté de communes du Clunysois la construction d'un bâtiment de 340 m² et sa location pour y installer un laboratoire de transformation de produits alimentaires, avec une cuisine centrale qui approvisionnera notamment la restauration collective.
- 14 Au-delà de ce cas spécifique, il faut noter que les aménagements de leurs locaux par les acteurs interrogés sont mis en œuvre à partir de matériaux recyclés ou de récupération, en réponse à la fois à des contraintes économiques – les réaliser au moindre coût – mais également à des exigences écologiques. Par ailleurs, ces aménagements représentent pour eux l'opportunité de mettre en place des dispositifs cohérents avec leur engagement en faveur de la transition écologique, tels que des toilettes sèches, des panneaux solaires, ou de la récupération des eaux pluviales.
- 15 En même temps que l'occupation de locaux fermés, on constate chez les acteurs rencontrés la volonté de pouvoir déployer leurs activités dans l'espace public, à la fois dans un souci de visibilité de leur action et en réponse à des objectifs sociaux et de citoyenneté. Il s'agit de faire bénéficier la population locale du produit de ces activités (marché paysan, spectacle, animation, troc, ...). Face à la demande d'occupation des espaces publics de leur commune, les élus adoptent des attitudes très diverses. Certains

acceptent ou même encouragent l'occupation d'espaces ouverts (places, rues) pour y développer des activités permanentes ou temporaires (marché, événements, etc.); d'autres la refusent, suscitant l'incompréhension de certains acteurs. C'est le cas du créateur de l'association La Smala (10), qui promeut les cultures alternatives via des événements ou des prestations : « Ce sont des biens communs les places publiques, donc ça appartient à tous les habitants ! » L'exemple du Moulin des Essarts (19), une exploitation agricole dédiée à la culture et à la transformation des céréales jusqu'à la vente de pain et située dans un petit village de Bourgogne, illustre bien ces deux attitudes : après le refus de la commune où se trouve son exploitation de démarrer un petit marché de producteurs, le fermier a finalement trouvé à 17 kilomètres de distance un maire qui a accepté d'accueillir ce dernier sur la place du village, et qui, au bout de sept ans, va y installer un branchement électrique. Ailleurs, une convention d'occupation de l'espace public permet d'installer une cabane de boîte à dons et un marché de producteurs. C'est le cas également de l'implantation à Aubais, dans le Gard, du premier parc photovoltaïque de France sur une ancienne décharge communale par l'association Les Survoltés. Ses membres cherchaient par ce biais à monter « un projet qui soit le plus en rapport avec une réflexion sur le local, un projet qui fédère localement. » Enfin, à Nozay, en Loire-Atlantique, la commune a mis à disposition de l'association Noz Jardin (4) une partie du parc public afin d'y développer des jardins partagés. En plus des habitants membres de l'association, une diversité d'acteurs y participe, tels que les enfants des écoles ou des occupants du foyer de jeunes travailleurs. L'association organise également des trocs de plantes dans les communes situées dans un périmètre d'une quarantaine de kilomètres.

Le réseau viaire comme support des proximités

- 16 Telles qu'elles ressortent de notre enquête, les relations de proximité entre les activités de toutes natures et les établissements humains qui les accueillent incitent à porter l'attention sur les infrastructures dont ces relations dépendent, parmi lesquels les réseaux viaires et les réseaux d'énergie. L'exemple de l'association Les Survoltés, déjà évoquée, montre bien l'intérêt qu'il y a à développer des réseaux d'énergie à une échelle intercommunale car, comme l'affirme notre interlocuteur, l'objectif de produire de l'énergie rejoint celui de « mettre en route quelque chose et de se servir de la puissance que peut nous donner à nous mais aussi aux collectivités locales la production d'énergie ». Par ailleurs, l'exigence de proximité conduit à porter une attention renouvelée aux déplacements de courte durée et au temps qui leur est consacré. Les voies et chemins ruraux sont ainsi directement concernés et leur aménagement au bénéfice des modes actifs (marche à pied et vélo) constitue une priorité pour la plupart des acteurs, surtout s'il s'agit, comme pour l'association Véli-Vélo (14), située à Chateaubriant, de « remettre les gens au vélo » en intégrant une démarche de formation auprès des entreprises. La communauté de communes de Nozay a ainsi créé un parcours cyclable reliant le plus directement possible les communes entre elles, sur un itinéraire d'environ 80 kilomètres. Ce parcours emprunte à la fois les circuits vélo existants, les voies agricoles et l'ancienne voie ferrée. On retrouve cette même exigence en Wallonie, chez les collectifs locaux qui œuvrent au recensement, à la réhabilitation et à l'entretien des sentiers et chemins en tant qu'espaces publics de mobilité et de convivialité¹⁷. Ce sont bien ainsi les anciennes voies vicinales qui concrétisent dans l'espace cette qualité de proximité réticulaire recherchée et que révèle cette remarque

recueillie par Geneviève Pruvost : « Nous, on a remis en état les chemins [...]. On fait un truc que l'État ne fait pas¹⁸. »

Trois situations archétypales de projet territorial de transition écologique

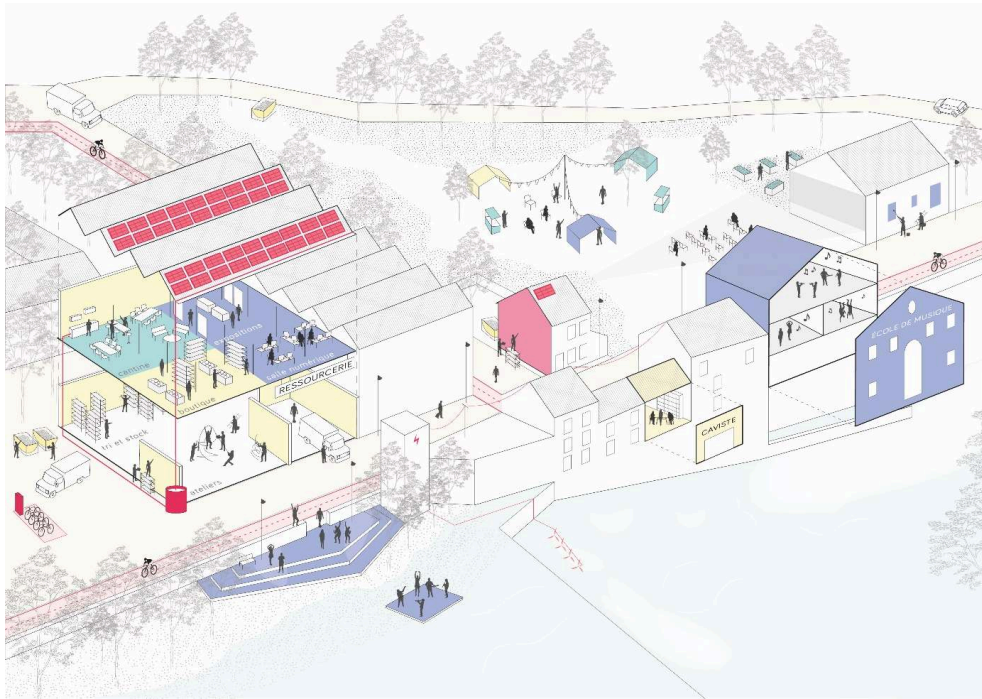
- 17 Les enquêtes exploratoires que nous avons menées montrent que certaines potentialités semblent émerger quant à l'impact spatial des activités contribuant à la transition écologique. Ces enquêtes nous amènent ainsi à identifier quelques leviers qui permettraient de renforcer leur ancrage, leur visibilité et leur pérennité : mise à disposition de locaux dans des conditions financières favorables, capacité à tirer parti de l'espace public, adaptation des infrastructures aux déplacements de proximité. C'est dans cette perspective que nous avons cherché à montrer, par l'élaboration de scénarios de mutation spatiale, le rôle que pouvait jouer les espaces bâtis et paysagers, les lieux de sociabilité existants (commerces de proximité, centres commerciaux, place de village...) et les infrastructures de déplacement dans cette pérennisation. Ces scénarios portent sur trois de nos terrains qui, particulièrement dynamiques en termes d'activités liées à la transition écologique, ont aussi été sélectionnés pour illustrer trois situations archétypales : ferme, village, petite ville. Dans chacune d'elle, les potentialités de transformation écologique du territoire se déploient à partir de lieux déjà investis : vieille ferme, usine abandonnée.
- 18 Partant des situations telles qu'elles ont été décrites par les acteurs rencontrés et complétées par des observations de terrain, ce travail soulève des interrogations quant à la mise en espace des multiples dimensions de ce local abordé par le prisme de la transition écologique et les éventuelles rencontres spatiales avec les politiques publiques et acteurs privés : transversalité des activités et des démarches, organisation en réseau, agencement en systèmes locaux. Il montre la voie d'une possible transition vers des sociétés du *Buen Vivir*¹⁹, et, par le développement d'une énergie créatrice et mutualisée, il s'inscrit dans la stratégie du « REVE » proposée par les États généraux de l'économie sociale et solidaire²⁰.

La petite ville du Vigan et la ressourcerie du Pont, en Cévennes

- 19 Petite ville sous-préfecture du Gard située sur le contrefort cévenol sud-est du Massif central, Le Vigan a été sélectionnée dans le programme « Petites villes de demain » de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, dont l'objectif est d'« accompagner les communes de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité sur leur territoire environnant et présentant des signes de fragilité ». La ressourcerie du Pont (39) est installée dans une ancienne usine désaffectée de la commune, à proximité à la fois du centre-ville, avec ses cafés et ses commerces, du supermarché, ainsi que de différents équipements culturels (musée, salle polyvalente) et touristiques (le vieux pont et les bords de la rivière L'Arre) (fig. 4). En s'appuyant sur les activités présentes et en les articulant avec un plan d'aménagement des espaces publics, le scénario propose que les grands espaces dédiés au stationnement soient réaménagés au profit de l'accueil d'événements et d'autres activités liés à la transition écologique, notamment dans le domaine des mobilités actives (autopartage, vélos), en favorisant ainsi leur transversalité. La boucle qui relie la rivière, le centre ancien commerçant et la

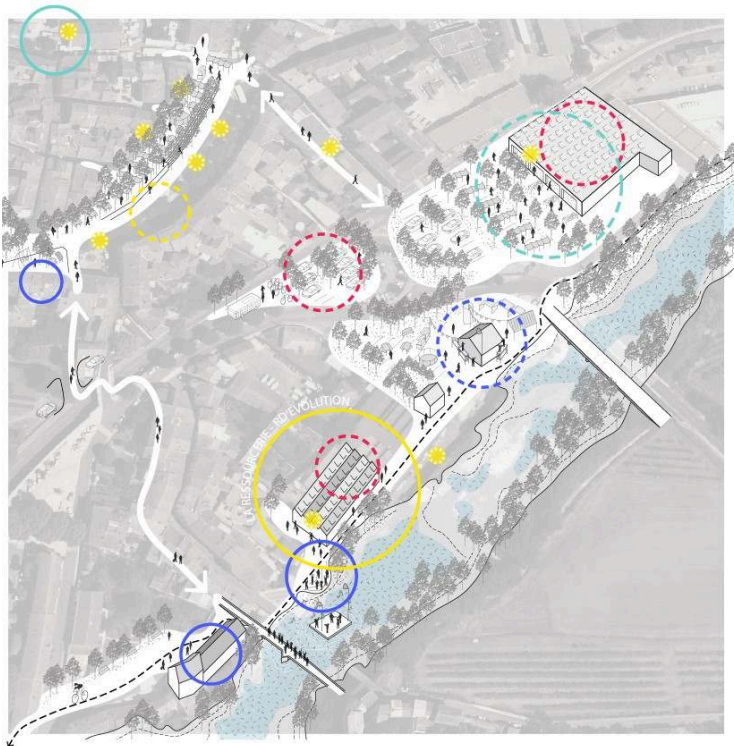
ressourcerie devient support d'une redynamisation résidentielle et commerciale à travers une succession de parcours et de lieux (fig. 5). Cette proposition est ainsi basée sur une rencontre possible ou souhaitable entre des initiatives citoyennes et un programme national de revitalisation des campagnes.

Figure 4. Les activités de la transition écologique (ATE) à la ressourcerie du Pont, au Vigan, en Cévennes



AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021.

Figure 5. La boucle des nouveaux lieux de la transition écologique au Vigan



Territoire

-  Routes principales
-  Eau
-  Bâti
-  Cultures céréalières - vignobles
-  Prairies
-  Forêts

Catégories des ATE

-  Agriculture - Alimentation - Approvisionnement
-  Habitat - Mobilité - Énergie
-  Société - Apprentissage - Culture
-  Économie Sociale et Circulaire

État du réseau local

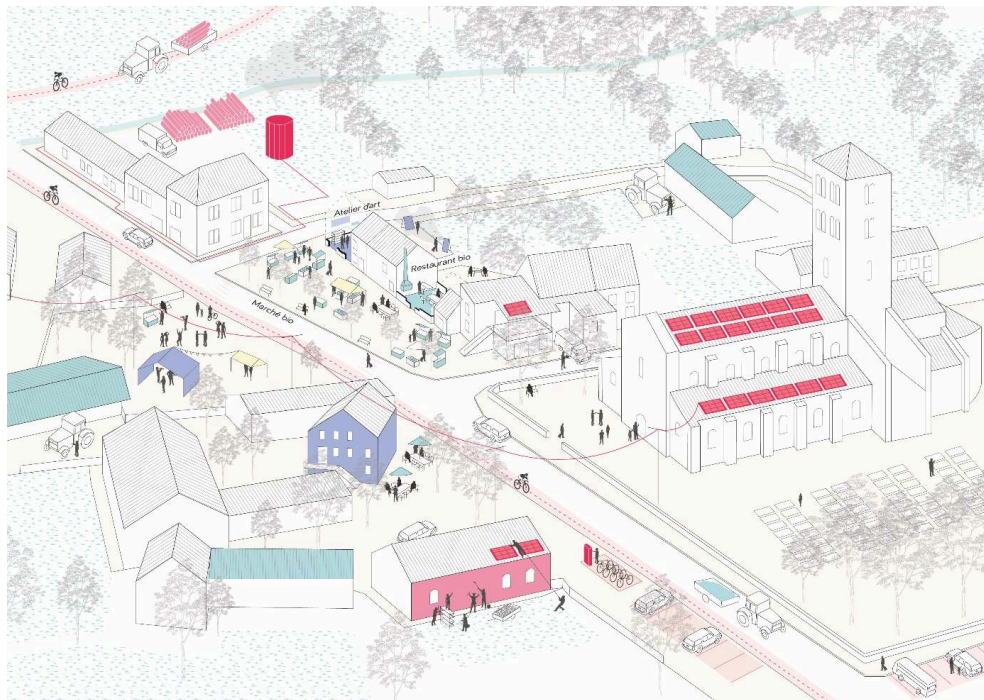
- | | | |
|---|--|---|
|  ATE existante | |  lien existant |
|  ATE projetée | |  lien projeté |

AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021

Le village de Chapaize, en Bourgogne

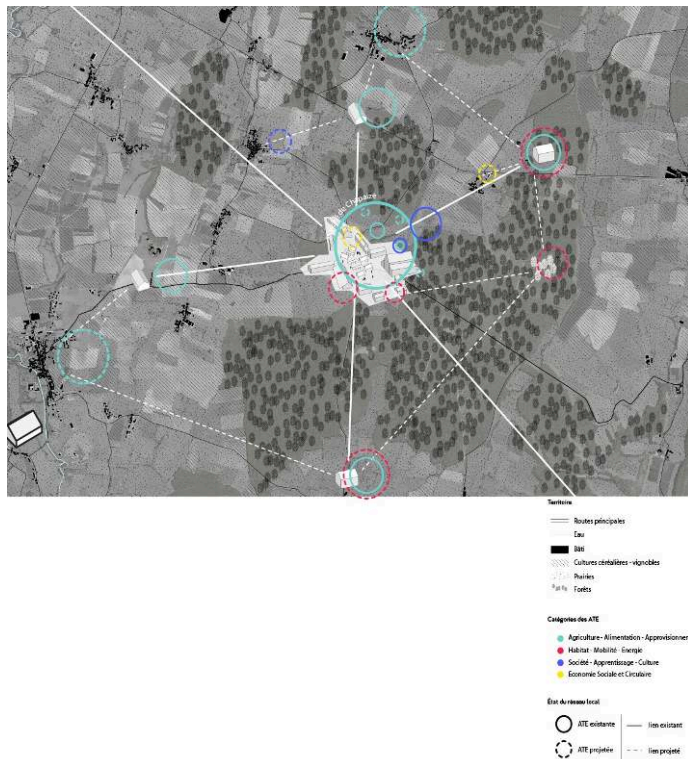
- 20 Commune bourguignonne de 164 habitants, Chapaize est située en bordure du vignoble du Mâconnais, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Tournus, en Saône-et-Loire. La capacité d'accueil du village-centre étant faible, il ne s'agit pas d'étendre son emprise bâtie au détriment des espaces agricoles et naturels, mais au contraire de faire revivre les différents noyaux bâtis ⁽⁵⁾ villages, hameaux et fermes ⁽⁶⁾ qui composent cette commune (fig. 6). Le scénario reprend le souhait exprimé par l'un des initiateurs du marché d'en limiter le rayon d'action à 30 kilomètres. Le modèle archétypal de Chapaize est ainsi fondé sur les potentialités d'un écosystème local, mettant en relation des villages et des hameaux disséminés, ainsi que des activités œuvrant dans différents domaines de la transition écologique (agriculture et alimentation, sociabilités et culture, habitat, mobilités et énergie, économie sociale et circulaire) (fig. 7). Considérer qu'une dynamique territoriale peut naître d'un réseau de petits villages vient ici largement perturber la pensée aménagiste et sa vision descendante.

Figure 6. Les activités de la transition écologique (ATE) dans le village de Chapaize, en Bourgogne



AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021

Figure 7. Le village de Chapaize, au cœur d'un écosystème des activités de la transition écologique (ATE) dans les fermes en réseau

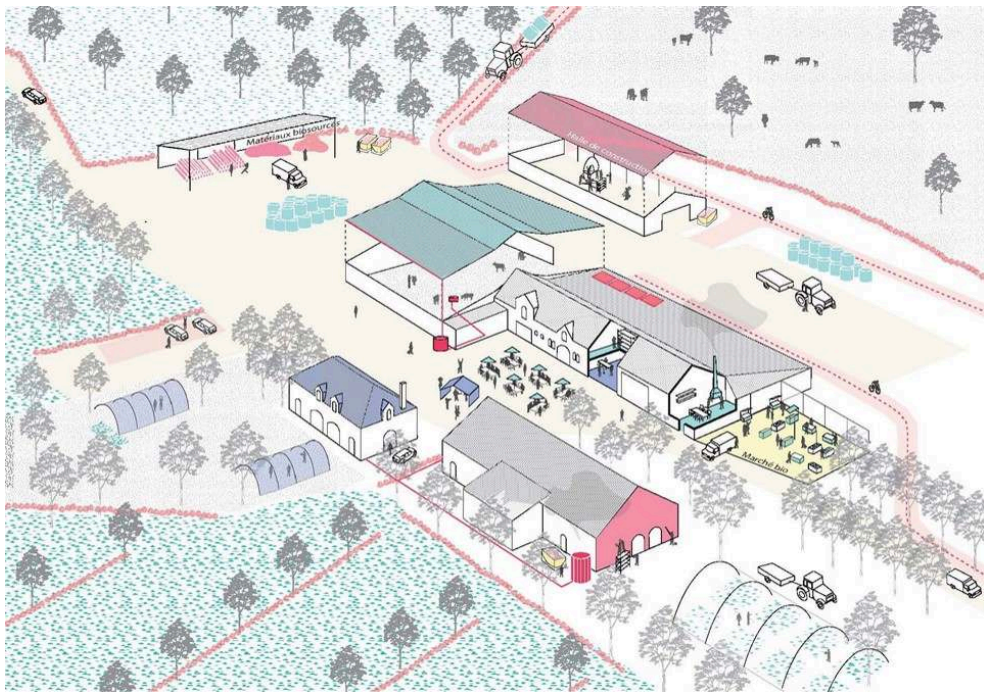


AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021

La ferme de La Rousselière, en Pays-de-Loire

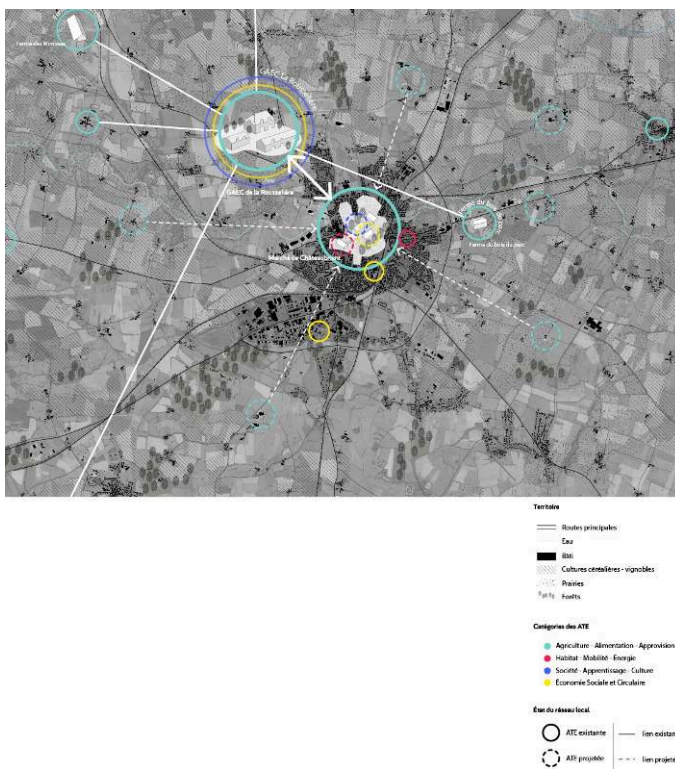
- 21 Vaste ferme familiale certifiée en agriculture biologique (AB) depuis 1999, sa production diversifiée est tournée vers les céréales et le lait, avec une activité de fromagerie et de boulangerie. Située à quelques kilomètres de Chateaubriant, en Loire-Atlantique, elle tire parti de cette proximité avec la mise en place d'un marché hebdomadaire de producteurs bios (fig. 8). Les échanges matériels et humains entre d'un côté la ferme et son marché, de l'autre la ville proche, et plus loin la métropole nantaise, donnent corps à l'interdépendance entre ces échelles et à la représentation d'un territoire étendu à la diversité de ses espaces, ouverts et bâtis. Dans ce scénario, les fermes autour de Chateaubriant, à l'exemple de La Rousselière, contribuent à un maillage productif et diversifié des campagnes environnantes : écolieux dans les hameaux, ferme développant une filière de matériaux de construction biosourcés issus des déchets de l'agriculture, etc. La commune de Chateaubriant, également inscrite dans le programme « Petites villes de demain », pourrait profiter ainsi de cette dynamique des hameaux et des fermes isolées pour conforter sa centralité et accueillir à son tour des activités à vocation culturelle ou promouvant des mobilités et des énergies citoyennes, l'économie circulaire et sociale, etc. Dans ce scénario qui procède d'une inversion du regard, le réseau local, tout en incluant une petite ville et des espaces métropolitains, ne part en effet pas de la ville pour rayonner vers ses « périphéries » rurales, mais a pour point d'origine une ferme (fig. 9).

Figure 8. Les activités de la transition écologique (ATE) à la ferme de La Rousselière, en Loire-Atlantique





AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021

Figure 9. La déploiement d'un maillage local des activités de la transition écologique (ATE) à partir de la ferme de La Rousselière



AUSser – Béatrice Mariolle, Antoine Brès, Théophile Catry, 2021

Pour un projet vicinal

- 22 Cette approche par les initiatives citoyennes et les représentations schématiques de leurs relations révèle des configurations en réseaux qui associent de manières diverses hameaux, villages et bourgs, entre eux et avec la petite ville proche en excluant la plupart du temps la grande ville ou la métropole située à proximité. Elles ont la particularité de s'affranchir des hiérarchies, notamment administratives, usuellement établies entre les différentes catégories d'établissements humains. Émerge ainsi une image de « petits mondes » ruraux interconnectés. Ces petits mondes, en recherche d'interdépendance plus que d'autonomie, trouvent un écho dans ce que Geneviève Pruvost identifie comme des « communautés vicinales » se regroupant autour de réseaux d'entraide en face à face  et non virtuels  et dont le « maillage alternatif » constitue une « modalité à part entière de l'engagement écologique ».
- 23 Le rôle de la transition écologique dans cette forme encore peu visible d'un local qui combine taille réduite de l'établissement humain, proximité et sociabilités interconnectées, rejoint ce que Marc Mormont évoquait, en 2009, à propos de ce qu'il dénomme « l'écologisation des campagnes » : une capacité du local à se réinventer et à inventer de nouveaux liens et réseaux de relations, de nouvelles narrativités et formes d'ancrage²¹. Ces dernières sont bien éloignées des « représentations fixistes des campagnes françaises » que dénoncent de leur côté Gilles Laferté, sociologue des mondes ruraux²², ou Valérie Jousseau, géographe des campagnes et élue rurale²³. Ainsi, pour l'un des acteurs rencontrés à Louhans (26) lors de nos enquêtes en Bourgogne : « On est dans la proximité qualité », alors qu'à une époque, « la proximité, c'était un enterrement de première classe dans une zone rurale ».
- 24 Que nous apporte cette approche par les initiatives citoyennes du point de vue architectural, urbain et paysager ? En premier lieu, que les pouvoirs publics, et sans doute aussi les professionnels, devraient s'appuyer sur ces initiatives pour palier la lenteur de la mise en œuvre des agendas politiques. Alors que notre travail de terrain fait apparaître une forte disjonction entre politiques publiques et initiatives citoyennes s'impose la nécessité de mettre en place des instances de dialogue entre les différentes parties prenantes de la valorisation des ressources locales, matérielles et humaines d'un territoire.
- 25 Enfin, les scénarios de transformation tels qu'esquissés, combinant architecture, urbanisme et paysage, mettent en lumière les spécificités morphologiques de ces territoires caractérisés par la dissémination des établissements humains, l'imbrication des espaces ouverts agricoles et naturels, et la présence d'un patrimoine bâti disponible. La recherche de proximité qui en résulte chez les acteurs rencontrés détermine notamment les logiques économiques propres à ces petits mondes, que les approches économiques conventionnelles, menées le plus souvent par filière, ne peuvent appréhender, aussi fines soient-elles²⁴. Donner de la visibilité à ces initiatives citoyennes, leur permettre de se déployer et de contribuer de cette manière à une revitalisation coordonnée des bourgs, hameaux et petites villes, offre des perspectives nouvelles. De vrais défis sont ainsi adressés aux concepteurs d'un projet mis au service d'une démarche écologique « par le bas », fortement ancrée dans le local, qu'on pourrait qualifier de vicinal.

BIBLIOGRAPHIE

Vincent Banos, Anne Gassiat, Sabine Girard, Baptiste Hautdidier, Marie Houdart, Sophie Le Floch, Françoise Vernier, « L'Écologisation, mise à l'épreuve ou nouveau registre de légitimation de l'ordre territorial ? », *Développement durable et territoires*, vol. 11, n° 1, avril 2020, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/developpementdurable/16481>], consulté le 13/03/2023.

Antoine Brès, Francis Beaucire, Béatrice Mariolle, *Territoire frugal, la France des campagnes à l'heure des métropoles*, Genève, MétisPresses, 2017.

Laura Centemeri., *La Permaculture ou l'art de réhabiter*, Versailles, Editions QUAE GIE, 2019.

Rob Hopkins, *Manuel de transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Ecosociété, 2010.

Valérie Jousseume, *Plouc Pride, un nouveau récit pour les campagnes*, La Tour d'Aigues, L'aube, 2021.

Gilles Laferté, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Revue de sociologie*, Paris, PUF, 2014.

Anaïs Lefranc-Morin, *Transition écologique et cohésion des territoires : quatre défis à relever*, Paris, ANCT, 2020.

Alberto Magnaghi, *Le Projet local*, Bruxelles, Mardaga, 2003.

Béatrice Mariolle, Marie-Ange Jambu, « Vernaculaire contemporain, Territoires vivants, Nouvelles campagnes en projet », dns *Explorer le territoire par le projet : l'ingénierie territoriale à l'épreuve des pratiques de conception*, Saint Etienne, Éditions de l'université de Saint-Etienne (Espace rural & projet spatial), 2015, p. 233-248.

Sébastien Marot, *Taking the Country's Side : Agriculture and Architecture*, Barcelone, Ediciones Polígrafa, 2022.

Aniss Mezoued, Vincent Kaufman, Boris Nasdrovsky, « Vers un retour de la lenteur et des communs ? », *Espaces et sociétés*, n° 175, 2018, p. 123-141, [en ligne] [<https://doi.org/10.3917/esp.175.0123>], consulté le 10/03/2023.

Bill Mollison, David Holmgren, *Permaculture*, tome 1, édition illustrée, Condé-sur-Noireau, Équilibres d'aujourd'hui, 2006 [1978].

Marc Mormont, « Globalisations et écologisations des campagnes », *Études rurales*, vol. 1, n° 183, 2009, p. 143-160.

Michaël Pouzenc, « Articuler un "penser global" et un "agir local" : la territorialisation des *Community Supported Agriculture* », *Développement durable et territoires*, vol. 11, n° 1 « Agriculture », 2020, [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16922>], consulté le 10/03/2023.

Geneviève Pruvost, « L'Alternative écologique. Vivre et travailler autrement », *Terrain*, n° 60, 2013, p. 36-55. [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/terrain.15068>].

Geneviève Pruvost, *Quotidien politique : féminisme, écologie et subsistance*, Paris, La Découverte, 2021.

Kirkpatrick Sale, *L'Art d'habiter la terre : la vision biorégionale*, traduit de l'anglais (américain) par Mathias Rollot et Alice Weil, Marseille, Wildproject Editions, 2020.

Alain Rallet, André Torre, « Proximité et localisation », *Économie rurale*, n° 280, 2004, p. 25-41.

Jean-Claude Raynal, Lala Razafimahefa, « Prospective territoriale dans le cadre de projets sociaux et solidaires, Analyse de l'émergence des AMAP au sein des bassins de vie ruraux en France », *Territoires en mouvement*, n° 22, 2014.

Pascale Rossier, Patrick Viveret, « Et si nous commençons nous-mêmes, sans attendre à vivre des jours heureux ? », *Revue du MAUSS permanente*, 12 juin 2017, [en ligne] [<https://www.journaldumauss.net/?Et-si-nous-commencions-nous-memes>], consulté le 13/03/2023.

NOTES

1. La transition écologique désigne ici « la transformation profonde et progressive du fonctionnement d'un territoire conduite par différents acteurs (pouvoirs publics, citoyens, associations, entreprises...) pour réduire l'empreinte des activités humaines sur l'environnement et parvenir à un développement durable » (Anaïs Lefranc-Morin, *Transition écologique et cohésion des territoires : quatre défis à relever*, Paris, ANCT, 2020). Le mouvement Towns in Transition, initié par Rob Hopkins, en offre une première concrétisation. Il incite les citoyens d'un territoire (bourg, quartier d'une ville, village...), à prendre conscience des profondes conséquences que vont avoir sur leur vie la convergence du pic du pétrole et du changement climatique, ainsi que de la nécessité de s'y préparer concrètement : « La transition écologique correspond à une mise en pratique de l'idée selon laquelle l'action locale peut changer le monde [...]. La démarche de transition est auto-organisée et gérée par les participants. » (Rob Hopkins, *Manuel de transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Ecosociété, 2010). Il s'agit de mettre en place des solutions qui visent notamment à renforcer la résilience d'un territoire par une relocalisation de l'économie (alimentation, énergie...), à conforter également les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs de ce territoire, et à permettre à ces derniers d'acquérir les compétences nécessaires au renforcement de leur capacité d'agir.

2. « Le local au prisme de la transition écologique », recherche 2019-2021 menée au sein d'une équipe de l'UMR AUSSer, sous la direction de Béatrice Mariolle, en collaboration avec Antoine Brès, pour le Plan urbanisme construction architecture (PUCA) et le Commissariat général à l'Égalité des territoires (CGET), devenu en 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Cette recherche a donné lieu à la publication de l'ouvrage : Antoine Brès, Béatrice Mariolle, *Le Local déployé. Les campagnes au prisme de l'écologie*, Paris, Éditions du PUCA, 2022.

3. Kirkpatrick Sale, *L'Art d'habiter la terre : La vision biorégionale*, traduit de l'anglais (américain) par Mathias Rollot et Alice Weil, Marseille, Wildproject Editions, 2020.

4. Alberto Magnaghi, *Le projet local*, Bruxelles, Mardaga, 2003.

5. Béatrice Mariolle, Marie-Ange Jambu, « Vernaculaire contemporain, Territoires vivants, Nouvelles campagnes en projet », dans *Explorer le territoire par le projet : l'ingénierie territoriale à l'épreuve des pratiques de conception*, Saint-Étienne, Éditions de l'université de Saint-Étienne (Espace rural & projet spatial), 2015, p.233-248.

6. Bill Mollison, David Holmgren, *Permaculture*, t.1, édition illustrée, Condé-sur-Noireau, Équilibres d'aujourd'hui, 2006 [1978].

7. Laura Centemeri, *La Permaculture ou l'art de réhabiter*, Versailles, Éditions QUAE GIE, 2019 ; Sébastien Marot, *Taking the Country's Side: Agriculture and Architecture*, Barcelone, Ediciones Poligrafa, 2022.

8. Vincent Banos, Anne Gassiat, Sabine Girard, Baptiste Hautdidier, Marie Houdart, Sophie Le Floch, Françoise Vernier, « L'Écologisation, mise à l'épreuve ou nouveau registre de légitimation de l'ordre territorial ? », *Développement durable et territoires*, vol. 11, n°1, avril 2020,

[en ligne] [<http://journals.openedition.org/developpementdurable/16481>], consulté le 13/03/2023.

9. Antoine Brès, Francis Beaucire, Béatrice Mariolle, *Territoire frugal, la France des campagnes à l'heure des métropoles*, Genève, MétisPresses, 2017.

10. Portail Web d'accès aux projets de la transition écologiques, créé en 2013, destiné à en relier les acteurs en les repérant notamment sur une même carte : voir [<https://transiscope.org/>].

11. Sont ainsi représentés dans notre corpus : Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), marché de producteurs locaux et/ou bios, boulangerie, guide des producteurs bios.

12. Ici comme dans la suite de l'article, ces nombres indiqués entre parenthèses font référence au tableau de la figure 1 : ils permettent de repérer le domaine d'activité dans lequel opère la structure mentionnée.

13. Geneviève Pruvost, « L'Alternative écologique », *Terrain* [En ligne], n° 60, 2013.

14. Marc Mormont, « Globalisations et écologisations des campagnes », *Études rurales*, vol. 1, n° 183, 2009, p. 143-160.

15. *Idem*.

16. Michaël Pouzenc, « Articuler un “penser global” et un “agir local” : la territorialisation des *Community Supported Agriculture* », *Développement durable et territoires*, vol. 11, n° 1 « Agriculture », 2020, [en ligne] [<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16922>], consulté le 10/03/2023.

17. Aniss Mezoued (architecte-urbaniste), Vincent Kaufman (sociologue de la mobilité), Boris Nasdrovsky (manager en mobilité active), « Vers un retour de la lenteur et des communs ? », *Espaces et sociétés*, n° 175, 2018, p. 123-141, [en ligne] [<https://doi.org/10.3917/esp.175.0123>], consulté le 10/03/2023.

18. Geneviève Pruvost, « L'Alternative écologique », *op. cit.*

19. Alberto Acosta (économiste), *Le Buen Vivir: Pour imaginer d'autres mondes*, traduction de l'espagnol par M. Barailles, Paris, Les éditions Utopia, 2014.

20. Pascale Rossier, Patrick Viveret (philosophe), « Et si nous commençons nous-mêmes, sans attendre à vivre des jours heureux ? », *Revue du MAUSS permanente*, 12 juin 2017, [en ligne] [<https://www.journaldumauss.net/.?Et-si-nous-commencons-nous-memes>], consulté le 13/03/2023.

21. Marc Mormont, « Globalisations et écologisations des campagnes », *op. cit.*

22. Gilles Laferté, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Revue de sociologie*, Paris, PUF, 2014, p. 423-439

23. Valérie Jousseume, *Plouc Pride, un nouveau récit pour les campagnes*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2021.

24. Alain Rallet, André Torre, « Proximité et localisation », *Économie rurale*, n° 280, 2004, p. 25-41.

RÉSUMÉS

L'attention portée au déploiement spatial des activités œuvrant à la transition écologique au sein des campagnes rurales et périurbaines a révélé leur important potentiel de mutation sociale et spatiale : le renouvellement des pratiques que la transition écologique induit réactive le local comme échelle pertinente pour construire des solutions concrètes ; il contribue en même temps à conforter des solidarités et des coopérations en réseaux déployés à d'autres échelles, régionale

nationale et internationale ; cette transition ne se limite pas aux activités elles-mêmes, mais implique l'inscription spatiale de ces pratiques et ses relations dans des espaces à la fois plus resserrés et davantage déployés, des petits mondes interconnectés et elle ouvre de nouvelles perspectives de transformation de leurs espaces bâtis et ouverts.

The focus on the spatial deployment of activities aimed at ecological transition in the rural and peri-urban countryside has revealed their significant potential for social and spatial change. The renewal of practices that the ecological transition revives the idea of the local as a relevant scale for building concrete solutions. It also contributes to strengthening solidarity and cooperation in networks operating at other scales, whether it be regional, national or international. This transition is not limited to the activities themselves, but implies the spatial inscription of these practices and relationships in spaces that are both compact and more widely dispersed—small interconnected worlds—opening up new perspectives for the transformation of their built and open spaces

INDEX

Keywords : Local, Ecological Transition, Countryside, Rural, Suburban, Proximity, Network

Mots-clés : Local, Transition écologique, Campagne, Rural, Périurbain, Proximité, Réseau

AUTEURS

ANTOINE BRÈS

Antoine Brès est architecte-urbaniste, docteur/HDR en urbanisme et aménagement de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheur associé au CRIA/UMR Géographie-Cités et à l'UMR PRODIG, médaille de l'urbanisme 2020 de l'Académie d'architecture.

Son activité de recherche porte en particulier sur les figures discrètes de l'urbain que donnent à découvrir les espaces d'urbanisation diffuse hérités du rural. Il en explore le grain et la trame et interroge leurs capacités de transformation spatiale et systémique dans la perspective de la transition écologique.

Il est l'auteur, entre autres, de *Figures discrètes de l'urbain, à la rencontre des réseaux et des territoires*, Genève, MétisPresses, 2015 ; avec Thierry Sanjuan, *Atlas de Paris*, Paris, Autrement, 2010 ; avec Laurent Devisme, « L'Urbain à ses limites ? », dans *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions, 2020 ; avec Christophe Quéva, « Les Espaces de faible densité, entre aménagement et développement local » dans Xavier Desjardins et Isabelle Géneau (dir.), *L'Aménagement du territoire en France*, Paris, La Documentation française, 2016. Il a publié avec Béatrice Mariolle : avec Francis Beaucire, *Territoire frugal, les campagnes françaises à l'heure des métropoles*, Genève, MétisPresses, 2017, et « De la ville résiliente aux territoires à énergie populaire : pour une implication locale des collectifs humains », dans Bruno Barroca (dir.), *Quelles stratégies pour quels risques : la ville en question*, Paris, Presses des Ponts, 2021.

BÉATRICE MARIOLLE

Béatrice Mariolle est architecte, urbaniste, professeure HDR en architecture (TPCAU) à l'ENSAPL, chercheuse à l'IPRAUS/UMR AUSser et chercheuse associée au LACTH, directrice scientifique de la chaire « Acclimater les territoires post-miniers ». Chevalier de la Légion d'honneur et médaille de l'urbanisme 2020 de l'Académie d'architecture, elle est présidente de l'association TEPOP. Ses multiples activités d'enseignement, de recherche et de maîtrise d'œuvre en architecture et en

urbanisme sont mises au service d'un engagement dans les transformations environnementales et architecturales des territoires en crise, particulièrement dans les quartiers populaires (le bassin minier Nord-Pas-de-Calais, le Grand Paris des quartiers populaires, les territoires ruraux). Elle est coauteure de plusieurs ouvrages : avec Jean-Michel Léger, *Densifier-dédensifier, penser les campagnes urbaines*, Paris, Parenthèses, 2018 ; avec Bernadette Lizet, et Marine Linglart, « L'Architecte, l'habitant et la nature : comment construire la connivence ? », *Les Carnets du Paysage, déchets* n° 26, Arles, Actes Sud, 2016 ; avec Philippe Villien, *Subagglo en représentations*, Paris, Archibook, 2016 ; avec Philippe, *Subagglo 2030 et Tourisme, Grand Paris hors les murs*, Paris, Recherche, 2012 ; avec Philippe Villien, *Subagglo 2030*, Paris, Recherche, 2011. Elle a publié avec Antoine Brès : avec Francis Beaucire, *Territoire frugal, les campagnes françaises à l'heure des métropoles*, Genève, MétisPresses, 2017, et « De la ville résiliente aux territoires à énergie populaire : pour une implication locale des collectifs humains », dans Bruno Barroca (dir.), *Quelles stratégies pour quels risques : la ville en question*, Paris, Presses des Ponts, 2021.